

LA BRÈCHE DANS L'IDÉOLOGIE ÉCONOMIQUE DOMINANTE*

PAUL BOCCARA

* Ce texte reprend un article paru dans « l'Humanité » du 20 août 1975.

LES objectifs de lutte contre la crise et pour faire face à ses graves conséquences sociales, proposés par G. Marchais le 8 août dernier, ont eu un retentissement considérable dans la presse. Ce retentissement est plus important que celui de nos propositions de septembre 1974 faites à Albertville. C'est que l'échec de la politique économique du pouvoir, non par rapport au soutien des trusts, mais par rapport à ses promesses électorales est devenu flagrant. Giscard d'Estaing lui-même a dû en faire l'aveu, le 29 juillet, en déclarant qu'il s'était trompé, en proposant de « *changer de cap* » (reprenant l'intitulé du programme du P.C.F.) et en réclamant de « *nouvelles structures* ».

Devant ces aveux et le progrès de la prise de conscience des travailleurs dans les luttes, l'idéologie dominante s'efforce de masquer son désarroi. Elle s'efforce d'utiliser notre vocabulaire, pour mieux camoufler la nouvelle aggravation de la politique du pouvoir que les mesures annoncées pour septembre nous préparent. Mais ce désarroi est bien réel. Les contradictions éclatent dans l'idéologie dominante. Nous pouvons nous en emparer, pour élargir la brèche au maximum et faciliter ainsi la progression des luttes.

En quoi consiste cette brèche ?

Il s'agit, d'une part, de la reconnaissance de l'échec de la politique du pouvoir par rapport à ses promesses. Comme le reconnaît M. Barrillon dans « Le Monde » du 2 août, « *le pouvoir... se déjuge* ». Et ce ne sont pas les derniers propos lénifiants de Chirac qui peuvent dissimuler le dégât.

Il s'agit, d'autre part, du fait que les milieux dirigeants ont dû commencer à reconnaître, **en paroles**, ce que nous avons toujours affirmé :

— Il faut une relance de la consommation pour sortir des difficultés ;

— il faut des changements qui touchent à la structure et au type de croissance de notre économie.

La portée de ces déclarations du pouvoir est double. Le pouvoir veut, d'abord, devant la montée de l'inquiétude et des luttes, déguiser le maintien de ses objectifs de classe monopolistes en un changement véritable, répondant aux aspirations populaires. Ensuite, il veut aggraver considérablement sa politique : accélérer la concentration monopoliste dans un sens multinational, faire admettre une austérité durable. Il cherche donc à baptiser ce changement aggravant sa politique en changement de « cap ». Il vise à lui donner une apparence « sociale » et « révolutionnaire ». Au nom de la nouvelle croissance, des nouvelles structures, l'austérité renforcée serait baptisée qualité de la vie. En outre, en faisant croire que des mesures « sociales » en faveur des uns expliquent les difficultés des autres, le pouvoir espère jouer l'opposition entre travailleurs salariés et autres couches populaires : population dite non active ou petits patrons des P.M.E. Giscard d'Estaing veut enfin renouveler sa tentative d'attirer ceux qui penchent vers le réformisme dans une conciliation avec lui.

Cependant, les objectifs de lutte proposés par le Parti communiste français, le 8 août, se sont engagés dans la brèche ouverte par les aveux du 29 juillet. Aussi, les tenants de l'idéologie dominante s'efforcent de les discréditer. Mais l'opération risque de se retourner contre eux.

M. Gilbert Mathieu, du « Monde », s'est particulièrement distingué dans cet effort pour colmater la brèche dans l'idéologie dominante en discréditant les objectifs de lutte proposés par le P.C.F. le 8 août. Un premier petit article « *Le P.C.F. et la crise économique. Les comptes de M. Marchais* » du 10-11 août, lui a attiré une réplique de notre part, montrant qu'il se dérobe devant les vrais problèmes (1). Aussi il revient à la charge le 19, en continuant à se dérober devant nos questions dans un article plus long et plus embarrassé : « *Les singuliers silences du programme du 8 août* ».

1. Paul BOCQUET, « Les aveux de M. Giscard d'Estaing aux objectifs du Parti communiste » (« Le Monde », 1975).

Il s'efforce de reprendre l'attaque des élections législatives de 1973 contre le Programme commun. Cette attaque prétendait : vous ne pouvez chiffrer des « ressources » équivalentes aux dépenses que vous prévoyez. A l'époque, nous avons produit nos chiffres, tout en nous efforçant de ne pas nous laisser enfermer dans une bataille de chiffres et dans des raisonnements limités aux structures du système.

En 1975, l'opération est plus difficile pour M. Mathieu. Il doit, en effet, admettre l'échec profond du pouvoir. On ne peut plus

si facilement dire que le Programme commun va casser la machine économique, la croissance et l'emploi, tout en déchaînant l'inflation. Car cela a été fait par le pouvoir. Bien plus, M. Mathieu doit admettre que, contrairement à la position des milieux dirigeants, jusqu'à leurs propos de ces dernières semaines, la relance de la consommation est nécessaire, pour relancer la production et l'emploi. Dans son deuxième article, il doit même avouer à propos de nos propositions récentes « *toutes ces mesures assureraient à n'en pas douter une vigoureuse reprise de l'activité économique et un redressement spectaculaire de l'emploi* ».

Cependant, il s'efforce de maintenir la même question qu'en 1973 : « comment financer ? ».

Reconnaissant l'effet de relance des mesures arrachées en 1968, il lui oppose l'inflation ultérieure considérable. Cette inflation, dit-il, a permis aux capitalistes favorisés par le crédit de gonfler leurs profits. Qu'est-ce donc, sinon avouer que la question de l'inflation est liée à celle du contrôle du système de crédit et des profits des grandes entreprises privées ?

Or, précisément, les quatre ensembles de mesures du 8 août comprennent :

- la relance de la consommation populaire et sociale pour relancer la production et l'emploi ;
- des mesures directes au niveau de l'emploi ;
- mais aussi des mesures contre l'inflation, au niveau de la fiscalité sur les profits et du contrôle des prix des très grandes entreprises ;
- des mesures de nationalisation immédiate du système de crédit et de quelques entreprises géantes, accompagnées de mesures concernant les possibilités d'intervention des travailleurs.

En ce qui concerne ses « évaluations », M. Mathieu gonfle de façon exagérée les « dépenses ». Il ajoute à nos propositions une augmentation générale de tous les salaires de 12 à 15 % qui viendrait en sus des augmentations arrachées dans l'année. Il additionne les dépenses budgétaires et l'augmentation des salaires, comme s'il s'agissait du même ensemble à payer par les ressources publiques. Il aboutit ainsi à plus de 100 milliards. Mais côté « ressources », il minimise de façon outrancière les possibilités. Ainsi, il évalue seulement à 15 ou 20 milliards, la suppression des avantages fiscaux consentis aux trusts, alors que la seule fraude fiscale, contraire à la législation de faveur existante, rapporte des dizaines de milliards aux trusts. Et surtout, il pleure sur les limites des possibilités des profits. Il évoque à ce sujet la multiplication des faillites, confondant scandaleu-

sement les P.M.E. et les trusts. Rien que pour 1974, les seules plus-values sur stocks empochées grâce à la hausse des prix ont rapporté plus de 54 milliards ! (Rapport sur les Comptes de la Nation pour 1974). Il ne prend en compte l'effet des nationalisations que nous proposons que du point de vue du coût des indemnités à verser aux actionnaires.

Mais surtout, et c'est le principal, M. Mathieu persiste à considérer l'augmentation de la consommation populaire et sociale, uniquement comme **un coût**. En réalité, l'augmentation de la consommation, en relançant les débouchés, la production et l'emploi, permet aussi la création de ressources nouvelles à partir des capacités inemployées. Bien plus, l'augmentation des dépenses pour toutes les conditions de vie et de travail de la population, pour la formation professionnelle, scolaire, la recherche scientifique, est source de productivité d'un type nouveau.

Cette productivité nouvelle, rendue possible, et nécessaire par les bouleversements technologiques en cours, est fondée sur le développement des capacités des hommes et sur les économies de dépenses en investissements des moyens de production par rapport au produit.

Les études statistiques récentes de l'I.N.S.E.E. sur l'évolution de la France après la deuxième guerre mondiale (comme l'importante « *Fresque historique de l'appareil productif* » d'octobre 1974) prouvent désormais l'élévation très grave, à partir des années 1960 du capital investi par rapport au produit qu'il permet. Elles prouvent donc le gâchis de l'accumulation des monopoles et la nécessité d'un autre type de croissance que celle fondée sur leur accumulation à tout prix, pour sortir de la crise. Elles confirment ainsi la validité de l'orientation du programme « *Changer de cap* » de 1971 et du Programme commun, comme celle des propositions du 8 août s'attaquant déjà aux gâchis des grands groupes capitalistes.

Ces études confirment que le gaspillage cumulé des investissements par les trusts explique leur accélération de l'inflation, pour accroître leurs profits et relever leur taux de profit malgré l'augmentation graduelle du capital accumulé par unité de produit. Elles montrent que, contrairement aux allégations du pouvoir (et aux idées reçues de droite et de gauche sur la « société de consommation ») ce n'est pas l'excès de consommation qui est cause de l'accélération de l'inflation et de la crise de structure. Au contraire, devant la croissance accélérée du produit en prix, le pouvoir d'achat de tous les travailleurs est atteint et la consommation devient trop insuffisante. D'où la surproduction et le chômage d'une ampleur nouvelle, ainsi que l'impossibilité d'en sortir de **façon durable** dans le système, car le gaspillage des investissements renforce la limitation des débouchés du côté des investissements.

Cependant, M. Mathieu s'est dérobé au débat sur les enseignements de ces études statistiques que nous lui avons proposé. Il prétend pourtant que nous ne proposons pas un nouveau type de croissance, alors que le pouvoir parle d'une « autre croissance ». Bien mieux, il prétend que « nos objectifs de lutte » du 8 août, qu'il appelle un « programme », ne sont pas compatibles avec le Programme commun ! En réalité, nos propositions limitées du 8 août vont déjà dans le sens de la nouvelle croissance du Programme commun. Et leur réalisation ne pourrait être durable que si, après elles, on allait jusqu'à l'application du Programme commun, avec l'ensemble des nationalisations qu'il prévoit et la prise de contrôle démocratique de la politique économique qu'il organise.

M. Mathieu ne confond-il pas ce qu'il appelle le « Programme commun » avec les tentations réformistes de revenir en arrière par rapport au Programme commun ?

C'est ce qui semble résulter de ses articles.

Ainsi, il loue la méthode des socialistes, prévoyant notamment de faire appel à un grand emprunt public. Mais le Programme commun prévoit, lui, la nationalisation du crédit. Cela permettrait un contrôle démocratique des possibilités de financement national et non l'endettement du gouvernement vis-à-vis des grands capitalistes français ou étrangers. Ainsi, il ne voit dans l'extension des nationalisations qu'une dépense supplémentaire. Ou encore, il ne propose qu'une relance « sélective » de la consommation.

Il déclare aussi que le retard de quelques semaines des mesures annoncées par Giscard d'Estaing aggraverait sensiblement le chômage. Nous pensons, quant à nous, que les mesures du pouvoir, prises tôt ou tard, seront inopérantes pour l'essentiel par rapport au problème du chômage.

Certes, une certaine reprise de la croissance de la production en 1976 n'est pas exclue dans le cadre du système. Mais, se produisant dans les structures actuelles, elle maintiendrait un chômage important et elle serait précaire, débouchant assez rapidement sur des surproductions encore plus graves.

C'est uniquement des luttes des travailleurs que viendra l'issue. Qu'il s'agisse des luttes immédiates contre les effets de la crise ou qu'il s'agisse de commencer à sortir vraiment de la crise de notre société par les transformations de structure démocratiques du Programme commun. Ce sont ces luttes économiques et politiques que visent à développer les objectifs proposés par G. Marchais le 8 août. Elles progresseront d'autant mieux que la lutte des idées les épaulera.